

NOTE DU PRé

Réflexions pour la suite...

DE LA CRISE SANITAIRE A L'ALTERNATIVE POLITIQUE

Présentée par Jacques Archimbaud, ancien vice-président de la Commission nationale du débat public (CNDP) et président de la commission particulière du débat public (CPDP) sur la révision de la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'énergie. Membre du conseil scientifique du PRé.
13-05-2020

Quelles que soient la rapidité des progrès thérapeutiques attendus dans les mois à venir et la plus ou moins grande saisonnalité du virus Covid 19, le pays s'installe comme beaucoup d'autres dans une séquence sanitaire de « stop and go » assez longue, inédite, dramatique et destructrice.

Les ressorts et les conséquences psychologiques, culturelles et civilisationnelles de cette crise font l'objet de nombreuses analyses.

Je me contente de soumettre à votre sagacité une réflexion sur ses effets au plan politique français et dans ce cadre l'hypothèse suivante : la situation chez nous peut ouvrir *plus rapidement que prévu* une autre alternative que l'affrontement entre le macronisme et l'extrême droite.

La gestion de crise par la majorité des gouvernements démocratiques pare au plus pressé, mais ouvre un énorme vide quant aux solutions pour les années qui viennent

Dans les pays du monde qui ont à leur tête les représentants des milieux extractivistes ou agro-industriels, on ne s'est guère payé de mots. La crise est l'occasion d'exprimer explicitement le regret de devoir passer par pertes et profits les plus fragiles : les pays pauvres, les populations pesant sur les budgets, les concurrents qui ne disposent pas du capital nécessaire à leur survie. La solution proposée pour repartir est de renforcer les forts, de se débarrasser de l'excès de règles sociales et environnementales et que chaque pays fasse pour son propre compte.

L'appel au laisser-faire sanitaire jusqu'à la contamination à 60% s'est fait entendre même de ce côté-ci de l'Atlantique.

Dans la plupart des milieux dirigeants occidentaux, le discours est nettement moins radical.

Le surgissement et la propagation du virus, même si les symptômes cliniques en sont plus déroutants que d'habitude, renvoient à des processus somme toute assez connus et prévisibles.

La recherche et l'industrie du médicament finiront comme d'habitude par trouver une solution.

Ainsi, pour les technocraties et les secteurs les plus dépendants de la consommation des classes moyennes mondiales, il convient avant tout d'amortir le choc économique, d'empêcher l'écroulement total, d'éviter au maximum le chaos social. Prêts en quelques semaines à laisser tomber les règles budgétaires auxquelles ils s'accrochaient depuis 20 ans, ils convertissent leur libéralisme antérieur en demi-keynésianisme de circonstance.

La communication officielle c'est *open bar*.

Pour la suite, il y a évidemment de fortes chances pour qu'on doive travailler davantage et plus longtemps, pour qu'on s'affranchisse de quelques contraintes. Mais demain est un autre jour...

Pour résumer, on tente de sauver les meubles, ça repartira, mais on ne sait ni où, ni quand, ni comment, et sans doute ni pourquoi.

Aux angoisses concernant le présent et l'avenir, le pouvoir en France ajoute un stress lié à sa médiocre gouvernance du pays.

En France, les discours officiels et les mesures pour faire face se sont rangés du côté de la version politiquement correcte de la parenthèse et de l'urgence. Mais aux angoisses nées d'un avenir aussi incertain, les autorités ont ajouté dans la population un stress né de leur propre façon de diriger.

Quelques dysfonctionnements antérieurs paraissent pourtant leur fournir des circonstances atténuantes. Depuis quinze ans, de nombreux signaux ont été envoyés par des scientifiques, des parlementaires, des missions d'inspections générales, quant à la survenue possible et même probable d'une telle pandémie: pourquoi ont-ils été ignorés?

Dissoutes sous les coups de boutoirs incessants des lobbyistes et de certains grands corps d'État contre le principe constitutionnel de précaution, d'importantes politiques de recherche et de prévention des risques ont ainsi été emportées au fil des ans par le flot des revues budgétaires et les rabotages à courte vue de l'administration de Bercy.

Cependant, l'examen des faits, loin de les disculper, accable les responsables d'aujourd'hui. Ils n'ont pas d'alibi : Ils n'étaient pas ailleurs, ils étaient là : les hauts fonctionnaires de santé qui gèrent aujourd'hui la crise sanitaire en ayant l'air d'avoir réponse à tout, peuplaient déjà les cabinets ministériels et la haute hiérarchie quand on mettait les hôpitaux à la diète ou quand on instaurait la tarification à l'acte et même, on le sait désormais, quand on déstockait ou quand on brûlait les masques.

Tout le monde l'a vite compris : depuis deux mois et demi les autorités de santé naviguent en fonction d'une pénurie en matériel et d'une capacité hospitalière dégradée dont ils partagent a minima la responsabilité.

C'est la doctrine et la pratique des bureaucraties sanitaires qui, en sous-estimant la prévention des crises et leur préparation, ont rendu inaudibles les circuits d'alerte, aléatoires l'homologation et la diffusion des tests, lentes et compliquées la mise en place des équipes de détection des clusters.

Ils ne sont parvenus à aligner les dispositifs hospitaliers publics et privés qu'en différant les opérations et le traitement d'affections graves. En s'aggravant, celles-ci ne manqueront pas de percuter une seconde vague d'épidémie.

L'imprévoyance et l'improvisation en matière de collecte de données ont été manifestes pour produire les statistiques qui permettent le pilotage des flux. Du coup le zonage de déconfinement (comme la plupart des zonages territoriaux bureaucratiques) s'est fondé à l'entrée sur des indicateurs approximatifs et à la sortie sur des moyennes qui ignorent l'analyse géographique fine des parcours de contamination.

Hélas, les mêmes mécanismes de dysfonctionnement qui peuvent être constatés au ministère de la santé peuvent l'être dans quasiment tous les autres.

Dans les éléments de langage et dans les communiqués du soir tout est présent, bien aligné, bien ordonné. Dans la pratique on laisse au terrain le soin de bricoler...

Le pouvoir de la cinquième puissance du monde s'avère ainsi incapable d'imposer en trois mois aux industriels d'un pays qui fabrique pourtant des automobiles, des avions et des bombes sophistiquées, la mobilisation des moyens nécessaires à la production de respirateurs et même de blouses et de

masques.

Alors que les soignants en manquaient, les profiteurs de virus commençaient à en stocker des millions pour en faire un produit d'appel aux caisses des hypermarchés.

Le système pyramidal de décision de la cinquième république française ne nous a, du coup, rien épargné, ni les zigzags (on ferme les écoles mais vous pouvez voter), ni les injonctions paradoxales (Sortez/restez chez vous), ni la cacophonie, le record de France des changements de pieds étant probablement battu par le Ministère de l'Éducation.

Les gens ordinaires sont en fait capables d'entendre beaucoup de choses et même de comprendre la difficulté à gérer une catastrophe sanitaire sans précédent, alors qu'on n'est pas prêts à y faire face.

Mais dans les « nuances » entre un président de plus en plus prompt aux abstractions et son premier ministre envoyé au charbon, ils commencent à voir l'écart entre les mots et la réalité, entre les annonces et les moyens.

Ils admettent mal qu'on se soit caché, au sommet de l'État, derrière les scientifiques dans un premier temps, pour s'en affranchir ensuite et même à s'en plaindre, comme si l'on découvrait les controverses qui les divisent forcément.

Ils supportent de plus en plus mal un style suffisant qui cajole parfois, menace et réprimande souvent, infantilise tout le temps.

Le souvenir est encore chaud de la dure répression s'abattant sur les *gilets jaunes*, qui sont les premiers de corvée dont on loue aujourd'hui l'aptitude à aller au front, sans parler de la réforme de l'assurance chômage, de celle des retraites qui frappaient les mêmes de plein fouet.

La gifle est encore brûlante du silencieux mépris dans lequel on tenait les personnels des services hospitaliers en grève, les enseignants ou les cheminots attirant l'attention sur la pénurie en postes, la dégradation des locaux, l'absence de moyens et l'état lamentable des services publics.

En France, plus qu'ailleurs, la confiance est rompue, profondément, durablement.

Il n'y a aucune raison, au motif que des fractions plus dangereuses encore s'agitent en coulisse, de faire preuve de complaisance.

Et la confusion née de quelque forme d'union sacrée que ce soit, ne nous protégerait sûrement pas du pire, bien au contraire.

La crise sociale est à nos portes, elle va prendre des formes inédites

Alors qu'on s'attend à un bilan compris entre quarante et quatre-vingt mille morts directes ou indirectes, on sait d'ores et déjà quelles catégories ont été et seront en proportion les plus atteintes. On sait qui a été exposé pour faire tourner la machine économique et qui le sera pour la faire repartir. On sait que les inégalités sociales, de genre et de territoires qui par ailleurs se recoupent parfois et se cumulent toujours vont exploser.

Comment négocier quoi que ce soit dans les entreprises alors que le code du travail a été méthodiquement détricoté, que la réforme des CHSCT (comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) vient juste d'aboutir à un affaiblissement généralisé du contrôle des

représentants du personnel?

Personne ne croit que des *gestes barrières* minimums puissent être respectés à l'heure actuelle sur des chantiers du bâtiment ou sur la plupart des postes de travail dans les usines. Pour quelques-unes qui pourront jouer le jeu, pour un *Amazon* ou dix prestataires de Roissy pris la main dans le sac, des milliers de lieux de travail seront en incapacité d'assurer la sécurité sanitaire des salariés.

Aucun ouvrier n'ignore dans ce pays l'effacement progressif de la médecine du travail ni aucun prof la quasi disparition de la médecine scolaire.

Combien de masques, combien de tests pour qui? Qui fournira et qui payera quoi ?
Quelle distanciation physique dans les transports?

Pourquoi une reprise scolaire si précipitée alors qu'il eût été de bon ton de préparer avec les personnels et les parents celle de septembre ?

Le parti pris de l'urgence conduit ainsi le gouvernement à donner priorité à des aides massives aux secteurs cardinaux du tissu économique. La promptitude est plus grande à aider la Fnac, Darty, Air France ou Europcar sans véritables conditions d'aucune sorte, qu'à décider d'un moratoire sur les loyers des particuliers, des libraires ou des échoppes dans les centres commerciaux.

La disproportion des sommes consacrées aux uns et aux autres est dissoute dans la masse des annonces.

On tente de combler les trous privés d'aujourd'hui en creusant les déficits sociaux de demain.
Ceux des caisses d'assurance maladie, de chômage et de retraite, ceux de l'Etat.

Les mesures de chômage partiel, qui ne couvrent pas toutes les catégories d'un salariat totalement émietté, ne protègent du naufrage immédiat qu'une partie des entreprises et une partie de leurs personnels mais elles ne règlent rien à moyen terme.

Dès les prochains mois le chiffre des dépôts de bilan et du chômage va exploser, tout comme le surendettement et les expulsions après le mois de juillet.

On multiplie les saupoudrages de primes pour calmer le jeu sur tous les fronts. Mais la générosité ne va pas jusqu'à les intégrer aux rémunérations pour changer durablement la donne des inégalités.

A chaque fois se refait entendre le couplet sur le système français de protection sociale qui serait le meilleur du monde : mais toutes les institutions et tous les dispositifs ont été systématiquement affaiblis depuis vingt ans, ils ne couvrent parfois que la moitié des populations, ils courent cette fois le risque de saturation.

Ni les associations de solidarité ni les collectivités locales, les deux ayant été privées de ressources humaines et budgétaires, ne pourront continuer longtemps à jouer leur rôle d'amortisseurs.

Et pendant ce temps vont bon train les petites décisions qui s'accumulent pour déroger au droit du travail en matière d'horaires hebdomadaires, de congés, les coups de pouce indécents aux lobbies par exemple aux représentants de la grande paysannerie.

Pendant ce temps aussi s'instillent dans la loi d'urgence sanitaire inconnue dans les pays voisins, des

restrictions aux libertés, dont certaines aggravent des dérives déjà constatées.

Personne bien sûr ne prévoit en général le moment de surgissement d'une crise sociale mais alors que l'hypothèse d'une nouvelle vague de l'épidémie est dans toutes les têtes, l'exaspération monte. Elle éclatera quand chacun, constatant les dégâts chez lui, comme après une forte tempête, fera l'état des lieux et s'apercevra comme d'habitude que les assurances ne paient pas. Que les promesses ne durent qu'un temps, qu'elles sont de plus en plus conditionnelles ou inaccessibles.

Ou lorsqu'on verra que la bourse, après quelques nuits d'affolement, est repartie. Lorsqu'on apprendra, nonobstant quelques accidents industriels ou bancaires, que le baromètre des groupes mondialisés et des organismes financiers permettra de plus ou moins discrètes prises de dividendes ou augmentations de rémunérations pour les très grands patrons. Ou quand seront publiés les bénéfices des profiteurs de virus.

Ce que seront ses formes et ses manifestations, subites ou étalées, les secteurs et les mots d'ordre qui seront mis en avant, nul ne peut le prévoir. Pas plus qu'on ne peut répondre à la question de savoir si elle touchera un, deux, ou plusieurs pays au même moment, particulièrement en Europe.

Mais nous nous souvenons de la surprise lors du mouvement des gilets jaunes, non seulement des observateurs de droite, mais aussi d'une partie de la gauche et des écologistes, des syndicats ou des intellectuels, face à l'irruption de la colère populaire.

On avait ici ou là parfois tordu le nez face à une révolte dont les revendications n'allaient pas spontanément dans le sens de la doxa et des programmes, en matière par exemple de carburants et de fiscalité écologique.

On ne doit pas ignorer le potentiel de colère produit dans une partie des classes populaires, par un confinement mortifère, vécu comme un enfermement très dur, décidé par des gens plus confortablement installés, sans parler des vexations répressives subies dans les quartiers de certaines grandes villes.

Il ne s'agit pas de se prosterner devant toute manifestation de colère.

Il s'agit seulement d'insister sur la nécessité d'être préparé *pendant* le *stop and go* à des secousses pouvant être déconcertantes. Un second confinement par exemple s'avérerait probablement beaucoup plus conflictuel que le premier.

De nombreux espaces de débat se sont d'ores et déjà ouverts pour décrire le « monde d'après » et c'est tant mieux ! Il est indispensable de dire ce que nous désirons pour l'avenir.

Mais si l'imaginaire collectif doit être mobilisé sans limite ni défiance, les chemins empruntés pour l'avenir dépendent totalement de la façon dont va se jouer la crise sociale dans l'année qui vient. Le « jour d'après » se fera pendant « les jours avec ».

D'autant plus qu'à côté des réactions spontanées imprévisibles, cette crise sanitaire devenue crise sociale offrira des opportunités particulières: aux révoltes, désobéissances, protestations et revendications, elle pourrait bien ajouter des formes d'auto-organisation solidaires de la vie courante, des formes de sociabilité alternative et cela à une échelle inédite.

Nous allons peut-être assister à la jonction enfin possible de l'initiative et le sens pratique des classes populaires avec les pratiques antérieures mobilisées jusque-là par la frange avancée et militante des

classes moyennes. Et par exemple :

Les formes mutualisées de consommation, les commerces de proximité et les circuits alimentaires courts, le bricolage et l'autoréparation partagée vont être valorisés. Les monnaies locales, les zones de gratuité et le troc, les réseaux d'échange réciproques de savoir vont connaître des jours nouveaux. Pour produire ou pour habiter, la relance probable des mouvements de squats va reposer la question des appartements vides et celle de l'articulation entre bureaux et logement.

Les habitants vont pousser aux mesures d'urbanisme dites tactiques et parfois les anticiper : voies pour les déplacements doux, rues piétonnes, trottoirs élargis. La diversité des modes et des lieux de garde d'enfants va être sollicitée.

Impliquées dans la prévention de la pandémie pour les élèves, les familles vont avoir l'occasion de s'intéresser davantage à la modularité des locaux scolaires, à l'éducation hors les murs, à des modalités, des rythmes d'apprentissage et d'évaluation différenciés.

L'exigence va monter d'avoir des hébergements pour les personnes dépendantes moins enfermantes, plus ouverts, mieux insérés dans la ville et mieux mixés avec d'autres publics.

Les pratiques culturelles vont être relancées dans la proximité, en plus petit nombre et moins reposer sur des grands événements spectaculaires et écologiquement souvent insoutenables.

Sur les lieux de travail, des formes d'auto-organisation ou d'organisation différentes de la production, de relances coopératives d'entreprises, des expériences de mobilisation des usagers, des clients ou des consommateurs, de coopération entre entreprises locales, sont rendues probables par les tensions nées d'un retour au travail précipité ou par les situations de licenciements.

Le choix entre le télétravail qui isole souvent et le retour pur et simple au bureau pourrait faire naître d'intéressantes propositions alternatives.

Aucun espace de conflit ou d'invention n'est jamais à lui seul la clef de tout.

Ni le local ni le travail : mais l'un et l'autre peuvent être des lieux privilégiés de l'alliance entre les pros, les intellos et les bobos, et proposer des cadres adaptés pour articuler les nécessités immédiates et les grands choix politiques de l'avenir.

L'extrême droite française se voit d'une certaine façon confortée par le chacun pour soi des nations et les effets émotionnel du confinement.

En France comme ailleurs, l'extrême droite a mis depuis longtemps en cause la mondialisation comme facteur principal d'affaiblissement de la capacité des nations à faire face aux désordres contemporains : selon elle, comme tous les autres périls (Islam, concurrence économique déloyale, délinquance urbaine) le virus, vient de l'extérieur.

Selon elle encore, dans la lutte pour s'en protéger, les institutions internationales et européennes, relayées par les intellectuels relativistes et cosmopolites, ont désarmé les États en leur faisant perdre une grande partie de leur souveraineté: c'est ce qui explique les retards, les dépendances et in fine les drames que nous connaissons. L'appel au retour vers un âge d'or mythique des nations, l'idée que leur génie propre suffirait à assurer à chacune une place au soleil constituent le cœur de sa promesse.

Il convient donc de distinguer à nouveau clairement les civilisations, de rétablir les frontières et d'une façon générale les barrières commerciales de protection. Il faut des états forts à l'intérieur. Des formes xénophobes d'écologie assimilée au retour vers des cadres de vie familialistes et moins urbains sont même souhaitables.

A la lecture de cette vision et au-delà de ce qu'elle comporte de faux, de mensonger et bien sûr de dangereux, on est saisi d'abord par le fait que la situation internationale donne d'une certaine façon du crédit à la faisabilité de telles propositions.

Chaque état s'est en effet replié de façon plus ou moins égoïste sur son pré-carré, les frontières ont été déclarées fermées, la concurrence a joué à plein entre les pays pour s'approvisionner en médicaments et produits hospitaliers.

L'union Européenne a eu beau prétendre que le sanitaire n'était pas de sa compétence (ce qui est vrai en partie) puis faire des injections massives de liquidités dans le système, elle ne fera oublier ni son empathie limitée pour les premières victimes italiennes de l'épidémie, ni qu'elle est aujourd'hui profondément divisée, une fois encore, sur l'hypothèse de mutualiser tout ou partie de la dette à venir.

En France, la crainte que le pays puisse déchoir encore d'un cran dans le concert des nations, dans un contexte où les anglais ont pris le large et où les allemands affichent leur tranquille puissance industrielle et sanitaire, risque de trouver un certain crédit.

L'affaiblissement de la puissance publique, et même les désordres potentiels nés de la montée des conflictualités sociales à venir, favorisent une demande de restauration de l'autorité, et d'Etat fort.

D'autant que l'extrême droite, en plus de paraître se démarquer des riches et des élites, surfe sur des émotions qui correspondent au vécu d'un très grand nombre de gens. Le confinement et l'isolement par définition favorisent la peur, la paranoïa, la violence, l'irrationnel.

Dans un moment où se forment les imaginaires du monde d'après, la droite nationale-populiste joue sur tous les tableaux pour ramasser les fruits très mûrs qui vont très certainement tomber de l'arbre.

La crise confirme l'analyse des écologistes et place leurs idées au centre des thématiques progressistes de sorties de crises.

L'interprétation des écologistes, rejoints désormais par une grande partie de la gauche dont l'aile réaliste libérale est largement inaudible, est que les événements en cours sont la première manifestation, perceptible simultanément par tous les habitants de la planète, des impasses de notre modèle de développement.

Ruse de l'histoire progressant par ses côtés imprévisibles, la pandémie est une facture sévère, présentée aux pays les plus riches sur leur propre territoire pour le tirage sans limites qu'ils font depuis cent cinquante ans sur les ressources de la planète et pour l'extrême cruauté avec laquelle ils ont creusé partout les inégalités.

Les origines de cette crise, l'apparition du virus, sa propagation d'un bout à l'autre du monde et ses effets relèvent en très grande partie de désordres écologiques : Déforestation massive, perte de biodiversité, maltraitance animale, dégradation des environnements et pollutions dans les métropoles urbaines, perte d'autonomie alimentaire et sanitaire.

Dût celle-ci se dissiper dans quelques mois, une autre de la même sorte puis une autre encore surviendront dans l'avenir. Et dans des scénarios plus noirs, des événements brutaux ponctuels ou localisés, sécheresse, inondations, incendies, tempêtes, accidents industriels, pourraient parfaitement cumuler leurs effets à ceux des crises sanitaires et leur surajouter des effacements très lourds à une échelle de masse. Par exemple des pénuries alimentaires, d'eau potable, d'électricité, de carburants ou d'aliments.

Nous ne sommes pas au bord de l'effondrement total, mais des effondrements partiels sont possibles chez nous comme il s'en produit depuis longtemps déjà en Asie ou en Afrique pour des centaines de millions d'individus.

Par les dégâts, les désorganisations/changements qu'ils produiront, les événements en cours préfigurent, avec une ampleur et une durée moindres, ce qu'il pourrait en être des conséquences pour nos sociétés du changement climatique et de la perte de biodiversité.

Une grande partie, peut-être majoritaire, de l'opinion publique en France, accorde désormais du crédit à cette vision des causes, y compris dans les catégories populaires.

Ce crédit va même probablement désormais jusqu'au soutien à l'idée d'un coup de frein à la croissance des formes de production et de consommation qui produisent simultanément destruction de ressources naturelles, gaspillages économiques et inégalités sociales.

Les écologistes sont de ce fait perçus comme des groupes de pression efficaces, de bons lanceurs d'alerte, de bons analystes des causes. Ils ont prouvé qu'ils étaient de bons gestionnaires dans des territoires de plus en plus grands et d'excellents spécialistes de questions de moins en moins marginales.

Mais, alors que nous devons affronter une des périodes les plus incertaines que nous ayons connues, dans un contexte international, européen, hexagonal, si troublé, nos concitoyens n'ont pas de réponse encore à la question de savoir si on peut leur confier les clefs du système tout entier.

Ils se demandent si les écologistes ont à la capacité de tenir la tension entre la nécessaire radicalité du changement qu'ils proposent et l'état de la société telle qu'elle est, avec ses urgences, ses priorités de court et moyen terme, les conflits à venir qui paraissent inévitables.

Ils se demandent donc si les écologistes peuvent réellement mobiliser les ressources vives de la société, bâtir une alliance dynamique entre les catégories populaires, les classes moyennes, les secteurs innovants de la production et de la consommation.

Ces questions (quel phasage ? quel degré de contrainte pour qui ? Quel rythme, quelle progressivité ? quelle équité ?) sont d'ordre programmatique.

Elles touchent aussi aux méthodes : face aux risques de dérives technocratiques, d'entre soi, et l'arrogance, la demande est forte de participation et de démocratie. Elles touchent enfin aux équipes et aux personnes.

Dans un moment où le temps s'accélère, c'est dans leur capacité à être dans l'action, dans le mouvement réel qui transforme l'ordre des choses, que pourra se résorber cette contradiction entre l'estime forte dans lequel on tient les idées des écologistes et le doute dans lequel on est de la solidité de leur mouvement

Les carences du pouvoir actuel dans la crise et les conséquences prévisibles de ces carences leur ouvrent cependant l'opportunité de bâtir l'alternative.

Le bloc de la transition : une bonne idée dont il faut préparer les conditions

Dans la politique parlementaire, on n'est pas morts tant qu'on n'est pas enterrés et on a vu des retournements et des résurrections spectaculaires.

Néanmoins, le macronisme n'a pas l'air bien en point : avant l'épidémie déjà, le « en même temps », habile rhétorique pour gagner des élections face à des partis traditionnels en perte de vitesse, avait déjà en quelques mois, épuisé pas mal de ses charmes, sous le poids des événements.

Mais des événements aussi imprévus, aussi considérables, aussi complexes et multiformes que ceux que nous vivons, nécessitent davantage qu'une transformation superficielle de style.

Ils appellent une incarnation, une vision, un récit, une capacité à mobiliser les fondamentaux d'un pays, à quoi ne préparent ni les parcours technocratiques ni les préjugés de classe.

A l'heure où nous écrivons, il n'est pas même certain que l'équipe en place reste unie pendant tout le temps de la pandémie.

L'opinion de droite qui constitue à cette heure la principale base d'opinion du macronisme, celle qui applaudissait à la réforme des retraites, des hôpitaux et de la SNCF, ne supportera pas longtemps les changements de pied ou de cap à venir et encore moins les subventions à tout va. Elle ne tardera pas à demander qu'on siffle la fin de la récréation.

Il n'est pas certain non plus du coup que la majorité parlementaire résistera longtemps aux innombrables mises au pas et les vexations qu'on lui a infligées depuis trois ans.

Notre pays se rapproche donc du fameux seuil où ceux d'en bas ne veulent plus, alors que ceux d'en haut ne peuvent plus.

Du coup les forces d'opposition à gauche commencent à comprendre que, faute de réaction de leur part, c'est l'extrême droite française qui constituera, sans adhésion mais par résignation, une alternative politique plus que possible.

Les militants se rencontrent sur le terrain des pratiques sociales spontanées et prennent part ensemble à diverses initiatives de pétitions, d'appels, de plates formes, de tribunes.

Ce renouveau ne prendra sa force qu'au prix d'un certain nombre de conditions :

Comme déjà évoqué, la visibilité et l'implication des militants des formations politiques dans les mouvements sociaux à venir devront être fortes. Par exemple l'idée d'étendre les fabriques de la transition apparues il y a déjà quelques années sur des territoires innovants va dans ce sens-là.

Ces fabriques se situent d'ailleurs à la plière exacte d'une bonne gouvernance municipale, de pouvoir d'agir des populations et de la démocratie participative, à l'intersection souvent du local et du travail.

L'émergence d'une alliance pour la transition ne peut pas se limiter à l'élaboration en vase clos d'un programme conçu comme une sorte de compromis entre les propositions antérieures des uns et des autres, mais comme un processus associant fortement les populations. Comme une démarche appelée aussi à ré-ouvrir les lignes **sur le fond**.

Sur quelques points clefs les positions antérieures des uns et des autres doivent être revisitées et adaptées aux circonstances nouvelles.

Ainsi de l'Europe pour laquelle la double exigence d'une souveraineté élargie des territoires et d'une plus forte coopération continentale ne peut plus se satisfaire ni d'une europhobie agressive ni d'une europhilie sans conditions.

Ainsi de la gestion des biens communs : le retour massif des services publics ne peut se limiter à l'extension nécessaire du rôle de l'État mais implique la mise en place d'une véritable économie plurielle, comportant une forte dose de troisième secteur d'économie sociale et solidaire.

Ainsi de l'énergie pour laquelle les exigences environnementales et de solidarité nécessitent une

programmation socialement équitable, des usages de consommation, d'habitat et de mobilité.

Ainsi de l'industrie qui ne retrouvera pas vertu tant qu'elle demeurera dans le trou noir et lointain de la délocalisation mondialisée et des échanges conteneurs de marchandises.

Voilà pourquoi le second tour suspendu des élections municipales, les rendez-vous régionaux et départementaux de l'an prochain, devraient être l'occasion d'installer ou de revoir les programmes et les alliances pour faire émerger ce « bloc de la transition » dont on parle ici ou là...

Pour tous ces rendez-vous, il y a suffisamment de positions à conquérir pour aller chercher des candidatures très loin des partis. Pour ne surtout pas se contenter du rouge, du vert, et du rose. Pour y ajouter du jaune et même ce qui viendra de la décomposition du macronisme dans un sens écologiste.

Pour initier dans le temps du « vivre avec le coronavirus » des démarches participatives avec des groupes aujourd'hui très éloignés des arènes électorales.

S'agissant de la présidentielle, la candidature unique et unitaire d'un tel bloc est indispensable pour rompre l'alternative de la dernière élection devenue fortement incertaine.

Reste l'épineuse question des personnes et des leaderships.

Alors que la défiance est extrême vis-à-vis des politiciens, et à juste titre, ne pas la poser rapidement et la repousser à la veille de l'échéance reviendrait à faire désespérer de la démarche.

L'incarnation de la dynamique politique par des personnes et des équipes doit être préparée et transparente bien avant l'élection, on ne s'improvise pas en quelques mois ministre ou président de la République.

Ces personnes et ses équipes autour d'un programme rétablissant un parlementarisme de bon aloi, ne peuvent sortir que d'un vivier défini de façon très participative.

Elles auront prouvé sur le terrain (et pas seulement dans les enceintes parlementaires) leur réelle capacité de rassemblement, leur fiabilité à tenir les caps et les engagements pris.

Mais à chaque jour suffit sa peine et si tout cela suscite en vous quelque intérêt il faut maintenant entrer dans les échanges, trouver les bons supports et aller ou retourner là où les choses se passent réellement.

Bussières, début mai de l'an zéro du coronavirus.

Jacques Archimbaud, militant de l'économie solidaire et de la décentralisation, spécialiste des questions de démocratie participative fut vice-président de la Commission nationale du débat public (CNDP) et président de la commission particulière du débat public (CPDP) sur la révision de la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'énergie) chargée de définir les priorités d'action détaillées, à un horizon intermédiaire, pour atteindre les objectifs de la politique énergétique (mars 2013-juin 2018). Responsable de l'organisation du débat public, il est également à l'initiative de la création du G 400, un panel de 400 citoyens tirés au sort et chargés de suivre le débat.

Fondateur et dirigeant de différents réseaux de l'économie alternative et solidaire, participant des premières initiatives de développement local, il devient le collaborateur des anciens ministres de l'écologie, Dominique Voynet et Yves Cochet, dans le gouvernement de la "gauche plurielle" de Lionel Jospin. Juste avant, à partir de novembre 2006, il participe aux groupes de travail et aux négociations sur le programme puis sur les candidatures aux élections législatives mis en place par le PS et les Verts. Ce n'était du reste pas la première fois que les tenants de l'écologie politique discutaient avec le

PS puisque les élections législatives de 1997, à la suite de la dissolution de l'Assemblée Nationale par Jacques Chirac le 21 avril, devaient marquer le premier accord législatif entre les deux partis. Sans compter le travail de préparation en amont mené par Jean-Christophe Cambadélis, pour le compte de Lionel Jospin, qui organisa les Assises de la transformation sociale avec plusieurs partis de gauche qui inspirèrent favorablement la gauche.

Il fut aussi le proche collaborateur de Cécile Duflot au ministère de l'Égalité des territoires et du Logement (comme directeur de cabinet adjt), après avoir entre-temps été directeur de l'Observatoire Régional des Déchets d'Île-de-France (ORDIF), puis directeur de cabinet de Dominique Voynet à la mairie de Montreuil, après plus de 22 ans d'une carrière d'enseignant en Lettres puis d'Histoire dans différents lycées en Seine Saint Denis.

Parallèlement à son engagement en faveur de l'économie sociale et solidaire, Jacques Archimbaud qui a une solide culture politique est aussi un militant engagé politiquement puisque il fut secrétaire national adjoint d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) à un poste essentiel (coordination et communication) dans l'appareil de la formation écologiste et que c'est lui qui assura le pilotage de la rédaction de deux programmes des Verts (2002 et 2012).

C'est un engagement ancien puisque les historiens des mouvements de jeunesse relèvent que Jacques Archimbaud (« Jean-François Vitte ») est devenu en mai 1975, le dirigeant de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire, issu du PCR-ML (Parti communiste révolutionnaire -marxiste-léniniste).